

Consommation durable | Louise Vanhèse

Décroissance et droit à l'alimentation L'équation (im)possible ?





: lien consultable en ligne ou téléchargeable

Introduction

Aborder conjointement la question de la décroissance et celle du droit à l'alimentation peut paraître absurde. Si la décroissance c'est produire moins¹, pourquoi l'envisager comme solution alors qu'en 2021, 10 % de la population mondiale, soit huit cent vingt-huit millions de personnes, souffraient de la faim dans le monde ?² Oserions-nous alors poser la question inverse : la croissance économique permet-elle d'assurer le droit à l'alimentation à toutes et tous dans le monde et, plus particulièrement, en Belgique ? Si l'on considère les chiffres de la faim et ceux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) selon lesquels, près d'un tiers de la nourriture produite serait gaspillée³, nous sommes plutôt sceptiques. Nous débiterons donc cette analyse par un état des lieux de la situation alimentaire belge : obésité, malnutrition et précarité alimentaire, dommages collatéraux de notre société capitaliste. Nous poursuivrons ensuite par un chapitre sur les liens entre croissance, décroissance et système alimentaire. Nous clôturerons par un zoom sur une piste de solution, la sécurité sociale de l'alimentation⁴, un concept qui commence à faire du bruit au sein du milieu associatif et militant et qui consiste à créer une huitième branche à la sécurité sociale, l'alimentation, en vue de résoudre différents problèmes sociaux, économiques

¹ Bien que ne possédant pas une unique définition, le concept de décroissance désigne une réduction de la production et donc de la consommation en vue de consommer moins d'énergie et de matière. Plus d'informations dans cette analyse : FRONTEDDU B., « Décroissance : de l'utopie aux possibles », Bruxelles : CPCP, analyse n°482, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/dcroissance>.

² FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2022, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*, Rome, FAO, <https://doi.org/10.4060/cc0639en>, consulté le 11 août 2023.

³ Plus précisément : 14 % entre la récolte et la mise en vente au détail et 17 % répartis entre la vente au détail (2 %), la restauration (5 %) et les ménages (11 %) d'après une communication de l'ONU « Près d'un tiers de la nourriture produite est perdue : la FAO appelle à arrêter le gaspillage alimentaire », ONU, Développement durable, 14 octobre 2019, [en ligne :] <https://news.un.org/fr/story/2019/10/1053991>, consulté le 11 août 2023.

⁴ En Belgique, les réflexions sur la sécurité sociale de l'alimentation (SSA) ont débuté en 2021 et ont finalement pris la forme d'un collectif, le CréaSSA, Collectif de réflexion et d'action sur la Sécurité Sociale de l'Alimentation fin 2022. Citoyenneté & Participation (CPCP ASBL) prend part aux réflexions depuis début de l'année 2022.

et environnementaux qui lui sont liés, principalement l'accessibilité à une alimentation de qualité pour toutes et tous, un droit encore loin d'être assuré dans notre pays.

I. Tour d'horizon de la situation alimentaire belge

A. Droit à l'alimentation et précarité alimentaire

En Belgique, nous pourrions penser que nous faisons partie des pays dans lesquels chacun mange à sa faim et au sein duquel le droit à l'alimentation ne constitue en aucun cas un problème. Après tout, nous sommes un pays dit « développé » avec un taux de croissance du PIB qui atteint 1,3 % en 2024.⁵ Le droit à l'alimentation étant reconnu comme un droit humain fondamental et universel par la Déclaration universelle des droits de l'humain et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶, celui-ci devrait dans tous les cas être assuré, d'autant plus si la croissance économique est vraiment le remède miracle à tous nos problèmes comme les politiques ont souvent l'habitude de nous le faire croire. Et pourtant, il suffit de se pencher sur quelques chiffres pour découvrir l'étendue des dégâts dans notre pays. Les dérives de notre société capitaliste causent aussi bien la faim que l'obésité.

La Belgique, tout comme une grande majorité des pays du monde, doit respecter le droit à l'alimentation. Cependant, celui-ci est, d'une part, souvent réduit au droit à être nourri, c'est-à-dire, être à l'abri de la faim, peu importe la qualité de la nourriture à disposition.⁷ D'autre part, les solutions envisagées par notre pays pour venir en aide à ceux qui ne parviennent pas à se nourrir devraient être des solutions provisoires et sont pourtant souvent aussi permanentes que dysfonc-

⁵ Selon les derniers chiffres de la Banque nationale de Belgique.

⁶ Le droit à l'alimentation consacré en 1948 dans la déclaration universelle des droits de l'homme puis en 1966 dans l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et ratifié par la quasi-totalité des pays du monde contraint ceux-ci à le respecter. Cependant, le droit à l'alimentation ne fait pas partie de la Constitution belge.

⁷ NEVEN J-F., « Etude juridique exploratoire de la faisabilité d'une sécurité sociale alimentaire en Belgique », Centre de droit public et social de l'ULB, décembre 2022.

tionnelles.⁸ La précarité alimentaire est donc bel et bien présente en Belgique, avec six cent mille personnes qui ont eu recours à l'aide alimentaire en 2021, chiffre sans doute bien en-deçà de la réalité car nombreuses sont les personnes qui n'ont pas recours à leurs droits.⁹ Cette aide alimentaire, certes nécessaire et largement fondée sur du travail bénévole, constitue malheureusement un débouché de choix pour l'industrie agroalimentaire¹⁰ qui peut dès lors arrêter de se questionner sur sa surproduction et le gaspillage qu'elle engendre. Les surplus sont redistribués à l'aide alimentaire et les entreprises bénéficient alors d'une réduction d'impôts en récupérant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).¹¹ Il s'agit d'un système vicieux qui permet aux entreprises privées – quelques multinationales qui dominent le marché – de toujours produire plus et de faire toujours plus de profit, en remplissant les estomacs vides mais sans pour autant permettre aux plus démunis de manger correctement. Il ne faut effectivement pas se voiler la face : malgré le travail formidable des nombreuses structures d'aide alimentaire, la nourriture qu'elles ont la possibilité de distribuer (souvent en insuffisance) n'est pas toujours de qualité, et ce d'un point de vue autant nutritionnel que gustatif, d'après des témoignages reçus lors d'ateliers réalisés en éducation permanente et lors de notre participation au projet européen Compétences émancipatrices pour une transition alimentaire (CETAL).¹² Un des principaux problèmes de notre système agroalimentaire réside en fait en la concentration du pouvoir. Nous pou-

⁸ La Concertation aide alimentaire de la fédération des services sociaux (FdSS) insiste sur le fait que l'aide alimentaire est une solution d'urgence et ne devrait en aucun cas être une solution permanente à la pauvreté en Belgique. Chaque citoyen belge devrait pouvoir avoir accès à une alimentation en quantité et en qualité suffisante sans avoir besoin d'avoir recours à l'aide alimentaire.

⁹ Pour mieux saisir l'ampleur du phénomène : « Lutter contre le non recours aux droits », [en ligne :] <https://www.mi-is.be/fr/themes/lutte-contre-la-pauvrete/lutter-contre-le-non-recours-aux-droits>, consulté 7 février 2024.

¹⁰ Les surplus de l'aide alimentaire sont une source d'approvisionnement parmi d'autres de l'aide alimentaire. Une grande part provient du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) qui a récemment fusionné avec le fonds social européen et d'autres programmes.

¹¹ « L'aide alimentaire : "Est-ce qu'on n'est pas là comme soupape pour éviter l'explosion sociale ?" », RTBF, 8 février 2022, [en ligne :] <https://www.rtbf.be/article/l-aide-alimentaire-est-ce-quon-nest-pas-la-comme-soupape-pour-eviter-l-explosion-sociale-10930481>, consulté le 21 août 2023.

¹² CETAL est un projet pour lequel vous trouverez plus d'informations via ce lien : http://www.cpcp.be/education-permanente/projet-europeen-cetal/?fbclid=IwAR1-TViWVGuoNogCHg37CYfOnp1yyaN_rrjKiwm-97faxes5es4-29NDLd1xo.

vons citer les multinationales Cargill, le plus grand céréalier du monde¹³, Danone, Nestlé, Mondelez, etc. possédant de nombreuses marques. De plus, des sociétés telles que Cargill, Nestlé et Unilever « participent activement à la négociation d'accords commerciaux internationaux, régionaux et bilatéraux qui déterminent la manière dont le commerce et les investissements alimentaires sont régis ». ¹⁴

B. Malbouffe et obésité, tous victimes

Un autre fléau, qualifié de pandémie par l'OMS, ravage la Belgique, comme bien d'autres pays du monde¹⁵ : l'obésité. Selon l'enquête de santé 2018, près de la moitié de la population adulte belge est en surpoids (49,3 %) et 15,9 % de la population est obèse. Et la malnutrition ne concerne pas que les plus pauvres d'entre nous car en 2018, seuls 12,7 % des Belges âgés de plus de six ans consommaient effectivement leurs cinq portions de fruits et légumes par jour. Les maladies chroniques liées aux comportements alimentaires et à l'obésité coûteraient environ un milliard d'euros par an à l'INAMI et seraient les premières causes de décès dans notre pays.¹⁶ Au niveau mondial, l'obésité causerait chaque année onze millions de décès.¹⁷

Si pendant des années – jusqu'au début des années 1990 –, les personnes obèses étaient considérées comme les seules responsables de leur situation via notamment un manque de volonté¹⁸, nous savons à l'heure actuelle

¹³ BAURAIN D. et PARMENTIER S., « Multinationales de l'agroalimentaire et marchés agricoles », Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (Gresea), 8 juillet 2008, [en ligne :] <https://gresea.be/Multinationales-de-l-agroalimentaire-et-marches-agricoles>, consulté le 21 août 2023.

¹⁴ ANDERSON M., CLAPP J., GUTTAL S et al., « Qui fait pencher la balance ? », International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES Food), avril 2023, [en ligne :] https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/WhosTippingTheScales_FR.pdf, consulté le 21 août 2023.

¹⁵ Selon l'OMS, en 2016, 650 millions de personnes dans le monde sont obèses.

¹⁶ PEUCH J., « La malbouffe fait des victimes en Belgique surtout chez les plus pauvres », Fian belgium, Beet the system, 16 octobre 2020, [en ligne :] https://www.fian.be/IMG/pdf/fian_-_malbouffe_et_pauvrete_article_la_libre.pdf, consulté le 21 août 2022.

¹⁷ ASHKAN A., JOHN SUR P. et al., « Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990-2017: a systematic analysis for the global Burden of Disease Study 2017 », The Lancet, 3 avril 2019, [en ligne :] [https://www.thelancet.com/article/S0140-6736\(19\)30041-8/fulltext](https://www.thelancet.com/article/S0140-6736(19)30041-8/fulltext), consulté le 21 août 2023.

¹⁸ KENNY P., « La malbouffe est-elle une drogue », Hors-série Pour la science, mai-juin 2021, n°11, pp. 42-48.

que le problème est bien plus complexe et que les causes de l'obésité sont multiples et souvent sociétales.¹⁹ Dans cet article, nous aborderons uniquement le phénomène mondial qu'est la malbouffe. Les aliments ultra-transformés sont consommés pour de multiples raisons : facilité d'utilisation, faible coût par rapport à l'apport calorique, publicité²⁰, plaisir²¹, dépendance²², etc. Peu importe les raisons pour lesquelles nous consommons de la malbouffe, les conséquences sont identiques : problèmes de santé multiples dont l'obésité. Cette problématique est indissociable de la pauvreté grandissante de notre pays (plus de deux millions de Belges couraient un risque d'exclusion sociale ou de pauvreté en 2022).²³ Malheureusement, les produits ultra-transformés, comprenez des produits hors de la pyramide alimentaire, trop gras, trop sucrés, trop salés sont bien moins chers que leurs homologues peu ou pas transformés, de 0,55 euro par 100 kcal contre 1,3 euro par 100 kcal en 2020.²⁴ Quand les fins de mois sont rudes et que le moindre centime économisé est traqué, on ne peut culpabiliser le consommateur qui certes, mange mal, mais qui ne cherche qu'à remplir son estomac avec le budget dont il dispose. Bien sûr, ce n'est évidemment pas le cas de l'ensemble de la population belge : certains auraient la possibilité financière de mieux manger. Les causes de consommation de la malbouffe sont alors tout autres : manque de temps, de compétences culinaires, d'envie ou simplement dépendance. Des études ont prouvé que la combinaison de graisses et de sucres associée à un fort potentiel calorique crée l'addiction. En d'autres termes la malbouffe appelle la malbouffe et certains consommateurs ne savent tout simplement plus s'arrêter. Ce n'est donc plus de l'ordre du manque de volonté, mais de problèmes hormonaux et neurologiques. Ceux-ci, souvent considérés comme la cause

¹⁹ D'après l'OMS : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight> et pour plus d'informations : KAÏSS M., « La grossophobie, une discrimination peu (re)connue : Douze lettres au Scrabble ne suffisent pas à gagner la partie », Bruxelles: CPCP, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/grossophobie>.

²⁰ Voir l'article de Roxane Lejeune dans ce numéro de Tumult, p. 23

²¹ D'après une étude de Sciensano, « L'alimentation ultra-transformée meilleure marché que l'alimentation saine », 8 octobre 2020, [en ligne :] <https://www.sciensano.be/fr/coin-presse/alimentation-ultra-transformee-meilleure-marche-que-lalimentation-saine>, consultée le 21 août 2023.

²² KENNY P., op. cit., p. 46.

²³ Chiffres de Statbel.

²⁴ D'après une étude de Sciensano, op. cit.

de l'obésité, sont aussi une conséquence de la consommation croissante de malbouffe qui détraque la sécrétion de certaines hormones et l'activation de certains récepteurs neuronaux.²⁵

« *Mal manger, se rendre malade et consommer des médicaments, un bel exemple de croissance économique* »²⁶

La consommation d'aliments ultra-transformés est un phénomène mondial causé par le développement de l'industrie alimentaire qui a bien vite compris comment faire un maximum d'argent à partir des matières premières. Prenons un exemple simple : si cela rapporte plus d'argent de faire du fromage à partir de lait écrémé en y ajoutant des agents de textures et des matières grasses d'origine opaque – avec l'objectif qu'il ressemble quand même à du fromage – afin de pouvoir utiliser la matière grasse présente naturellement dans le lait pour en faire un autre produit, pourquoi l'industrie ferait-elle du fromage à partir de lait entier ? Le but de l'industrie alimentaire est bien de faire du profit et non de s'assurer de la santé mondiale. Le lien avec la croissance économique est alors bien clair : les industries s'enrichissent, elles ont même fait des bénéfices record en 2021 (Mondelez, Cargill, Unilever, Ferrero, Coca Cola, etc.)²⁷ et la collectivité ne bénéficie pas du tout des retombées de cette croissance économique, elle en subit plutôt les conséquences.

II. Quand la croissance économique s'invite à table : le système alimentaire déraile

« *Un petit peu léger ce PIB, j'en prendrais bien une seconde assiette !* »

Ci-dessus, nous nous sommes contentés de dresser un état des lieux de la situation alimentaire en Belgique. Nous allons maintenant essayer de faire des liens entre cette situation et notre société dont le but ultime semble être

²⁵ KENNY P., op. cit., p. 47.

²⁶ Inspiré des propos de Vincent Liegey, ingénieur et chercheur pluridisciplinaire dans une interview pour le média Blast : <https://www.youtube.com/watch?v=AfLidihDnwk>, consulté le 21 août 2023.

²⁷ PEUCH J., interviewé par La Ligue : Holemans M-F., « L'alimentation est un droit universel, non une marchandise », 3 avril 2023, [en ligne :] <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/dossier/l'alimentation-est-un-droit-universel-non-une-marchandise>, consulté le 21 août 2023.

la croissance économique. Nous reviendrons également un peu en amont de cette situation alimentaire en nous penchant sur le modèle agricole encouragé pour la croissance économique.

Notre système alimentaire est profondément lié aux dynamiques sociales, économiques et techniques de notre société. Il est le résultat d'une combinaison de différents modes de production, de transformation, de distribution et d'autre part de la demande.²⁸

L'agriculture comme nous la connaissons aujourd'hui dans les pays occidentaux est la conséquence de politiques agricoles productivistes. Tout d'abord, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale où il a été nécessaire de produire vite, beaucoup et à bas coût, l'Europe a mis en place la politique agricole commune (PAC) en 1962.²⁹ Bien que cette politique ait permis de moderniser l'agriculture, tout en nourrissant la population européenne, on assiste depuis des années à la défaillance de ce système alimentaire agro-industriel vu comme seule perspective avec pour conséquences : la contribution au changement climatique, la destruction des écosystèmes, la condamnation des agriculteurs et le gaspillage alimentaire.³⁰ De plus, cette PAC s'intéresse peu à l'alimentation et « *reste une politique de soutien à une production agricole de masse dont l'un des buts est d'assurer la compétitivité des industries agro-alimentaires[...]* ». ³¹ Le modèle agricole productiviste comme nous le connaissons aujourd'hui est également le résultat de ce que l'on appelle la révolution verte. Il s'agit d'une période de boom pour la production agricole grâce à la

²⁸ BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M., « Chapitre 5 : L'industrialisation de l'offre alimentaire », in BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M., (sous la direction de), *Une écologie de l'alimentation*, Versailles, Éditions Quae, p. 83.

²⁹ D'après le site pour une autre PAC disponible via ce lien : <https://pouruneautre-pac.eu/comprendre-la-pac>, consulté le 25 août 2023.

³⁰ SERVIGNE P., « Nourrir l'Europe en temps de crise : vers des systèmes alimentaires résilients », étude commandée par Yves Cochet, député français Les verts/ALE au parlement européen, 2013, [en ligne :] <https://institutmomentum.org/media/articles/2013-Servigne-LES-VERTS-Nourrir-leurope-en-temps-de-crise.pdf>, consulté le 25 août 2023.

³¹ FRONTEDDU B., « La filière laitière dans l'impasse productiviste : une perspective historique, Bruxelles: CPCP, Analyse n°448, 2022, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/filiere-laitiere>, consulté le 25 janvier 2024.

sélection de variétés à haut potentiel de rendement, le développement des produits phytosanitaires ainsi que l'utilisation massive d'engrais minéraux et la progression de l'irrigation.³²

Ce système est par contre tout sauf résilient car la révolution verte est basée sur deux principes : les énergies fossiles sont illimitées et peu chères³³ et le climat est stable. Nous savons à l'heure actuelle que ce n'est plus le cas et que ce système n'est donc pas viable à long terme.³⁴

A. Quand l'industrie se charge de transformer nos aliments

Le système agricole s'est donc intensifié pour faire face à une augmentation croissante de la population, mais cette évolution n'explique pas à elle seule les dérives actuelles du système agroalimentaire. Pour ce qui est de la piètre qualité de nos aliments, la révolution industrielle a été un moment charnière durant lequel différents procédés externes au domaine alimentaire ont été inventés et ont permis à l'industrie agroalimentaire d'opérer un développement exponentiel. En termes d'évolution, nous pouvons retenir l'appertisation, l'irradiation des aliments, la lyophilisation, le micro-ondes,³⁵ autant d'avancées majeures, mais qui, plus tard, couplées à l'arrivée des additifs en tout genre, ont contribué à l'apparition des aliments ultra-transformés : une mine d'or pour l'industrie agroalimentaire et un désastre sanitaire pour les consommateurs. Retenons qu'un Belge moyen tire un tiers de son apport énergétique quotidien d'aliments ultra-transformés.³⁶

³² LALLEMAND F., « La révolution verte et la naissance du système alimentaire industrialisé », *Greniers d'abondance*, 21 février 2019, [en ligne :] <https://resiliencealimentaire.org/la-revolution-verte-et-la-naissance-du-systeme-alimentaire-industrialise>, consulté le 25 août 2023.

³³ Dix calories fossiles sont nécessaires pour produire une calorie alimentaire et cela va jusqu'à 36 pour les cultures hors-sol d'après PELLEFRIS A et PLIHON D., « Chapitre 1 : se nourrir » in BRUYÈRE M. (sous la direction de), *De quoi avons-nous vraiment besoin : une invitation à distinguer l'essentiel du superflu*, Paris, Les liens qui libèrent, p. 27.

³⁴ LALLEMAND F., op. cit.

³⁵ BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M., op. cit., p. 84.

³⁶ D'après une étude de Sciensano, op. cit.

En parallèle à l'intensification de l'agriculture et des inventions techniques, c'est donc l'étape de la transformation alimentaire qui a également été révolutionnée. Grâce à de l'énergie fossile peu chère, à une automatisation des procédés de fabrication et à la recherche constante d'économie d'échelle, la production alimentaire s'est standardisée. À partir d'une diversité moindre de matières premières agricoles, sont fabriqués de plus en plus de produits différents et ce, grâce à l'utilisation de produits intermédiaires et au recours à de nouveaux procédés de fabrication. Les matières premières agricoles sont fractionnées en différents composés : protéines de lait, amidon, sucre, matière grasse, etc. À partir de ces composés, de nouveaux aliments sont recomposés.³⁷ On produit toujours plus, à partir de moins... En outre, le prix payé par le consommateur pour ces produits ultra-transformés est certes moins cher à la kilocalorie que pour les aliments bruts³⁸, mais d'une part, ils sont nutritionnellement pauvres et d'autre part, le prix versé au producteur n'augmente pas. Les prix de ces produits sont en réalité totalement faussés car ils ne tiennent pas compte des externalités négatives de leur production et de leur consommation : les coûts de la sécurité sociale pour soigner les maladies chroniques liées à l'obésité, les coûts environnementaux du modèle agricole conventionnel, etc.³⁹ Parallèlement à ces prix bas, le consommateur final ne paye plus la qualité du produit, mais de plus en plus tout ce qui entoure celui-ci : packaging, marketing, conseils des marques, etc. Prenons l'exemple d'un produit de base, le café. Celui-ci était vendu en grains puis moulu puis lyophilisé avant d'être conditionné en dosette et en capsule.⁴⁰ C'est un bon exemple de produit qui finalement coûte bien plus cher au kilo, produit plus de déchets, mais qui a l'avantage d'être facile et rapide d'utilisation et puisque le temps, c'est de l'argent, l'industrie a tout intérêt à nous faire boire du café en capsule.

³⁷ BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M., *op. cit.*, p. 85.

³⁸ D'après une étude de Sciensano, *op. cit.*

³⁹ DE SCHUTTER O., « Se nourrir lorsque l'on est pauvre : low cost et politiques de courtes vue », *Fian belgium*, Beet the system, 16 octobre 2020, [en ligne :] https://www.fian.be/IMG/pdf/fian_-_malbouffe_et_pauvrete_article_la_libre.pdf, consulté le 25 août 2023.

⁴⁰ BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M., *op. cit.*, p. 86.

III. Décroissance et système alimentaire : un régime nécessaire ?

Aborder conjointement la question de la décroissance et du système alimentaire est tout sauf absurde car notre système alimentaire actuel est non soutenable. Il est aujourd'hui établi qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible⁴¹ et pourtant notre système alimentaire dominé par l'agro-industrie continue sur sa lancée : produire toujours plus, à bas coût, à grands renforts de pesticides et d'engrais en dépendant des énergies fossiles et de flux mondialisés. Ce modèle ayant atteint ses limites est pourtant toujours encouragé par la PAC et en contradiction avec les objectifs environnementaux du Green Deal européen.⁴² Mais alors que faire ? Quels liens pouvons-nous faire entre décroissance et amélioration de notre système alimentaire ? Nous proposons de réfléchir à cela avec comme fil rouge l'idée selon laquelle la décroissance c'est « produire moins mais mieux »⁴³, ce qui a tout son sens dans le domaine alimentaire. Plus précisément, nous aborderons cela en deux temps : la question de la justice sociale Nord-Sud et un changement de paradigme pour notre société, l'économie étant remise à sa place.

Premièrement, généraliser les régimes alimentaires des pays riches est impossible. Si nous prenons uniquement le cas de la viande, d'après une étude de l'Université de Bonn, les pays riches devraient réduire leur consommation de 75 % pour que la terre puisse continuer à nourrir l'humanité.⁴⁴ Il est intéressant de noter que croissance du PIB par habitant et croissance de la consommation de viande par habitant sont corrélées.⁴⁵ Ce sont, sans grande surprise, les pays d'Europe occidentale et les États-Unis qui consomment le plus de

⁴¹ FRONTEDDU B., « Décroissance : de l'utopie aux possibles », op. cit.

⁴² TONERO C., « La PAC et le Green Deal européen sont-ils vraiment incompatibles ? », RTBF, 20 février 2020, [en ligne :] <https://www.rtbef.be/article/la-pac-et-le-green-deal-europeen-sont-ils-vraiment-compatibles-10437163>, consulté le 25 août 2023.

⁴³ FRONTEDDU B., op. cit.

⁴⁴ UNIVERSITY OF BONN, « Meat consumption must fall by at least 75 percent: However, in small quantities it can be quite sustainable », ScienceDaily, 25 April 2022, [en ligne :] <https://www.sciencedaily.com/releases/2022/04/220425135937.htm>, consulté le 25 août 2023.

⁴⁵ D'après des chiffres de la FAO, <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS>, cités dans un article de *Courrier International*, « La richesse rend carnivore », 15 avril 2023, [en ligne :] <https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-la-richeesse-rend-carnivore>, consulté le 25 août 2023.

viande par habitant.⁴⁶ Nous ne pouvons donc généraliser au reste du monde notre régime alimentaire car il faudrait plusieurs planètes pour combler cet appétit insatiable.⁴⁷ Pour plus de justice sociale Nord-Sud, bien d'autres changements sont à opérer dans notre système alimentaire car celui-ci est profondément inégal : au Nord l'obésité gagne du terrain du fait de la malbouffe et au Sud, certains pays connaissent la famine. Produire moins semble donc, de prime abord, inadéquat. Pourtant, produire moins, ce n'est pas nécessairement produire la faim⁴⁸, car ce qui crée en partie la faim dans les pays du Sud c'est l'arrivée sur les marchés internationaux des surplus agricoles des pays du Nord largement subventionnés, notamment via la PAC et faisant de la concurrence déloyale aux productions paysannes locales. Une stratégie pour lutter contre la faim serait donc de soustraire les produits agricoles à la logique du marché et permettre ainsi le développement de l'agroécologie dans les pays du Sud.⁴⁹ Cette stratégie possède ses détracteurs qui l'accusent de produire moins, ce qui ne fait pas consensus⁵⁰, à l'inverse du système actuel qui, lui, produit trop. Le problème se trouve plutôt au niveau de la répartition et des inégalités plus que sur la quantité de production. Lorsqu'on aborde la question de la décroissance sous le prisme de la justice sociale Nord-Sud et du système alimentaire, nous ne pouvons nous empêcher d'aborder la question de la souveraineté alimentaire, mouvement porté majoritairement par les organisations paysannes des pays du Sud dont les luttes convergent avec celle de la décroissance. Nous pointerons par exemple, la critique des traités

⁴⁶ À quelques exceptions près, les Émirats arabes unis (48,2 kg), le Qatar (75,9 kg) et Hongkong (136,3 kg) qui est le pays où la consommation de viande par habitant est la plus élevée. Les Belges, quant à eux, consomment 61,8 kg de viande par personne (chiffres de 2020).

⁴⁷ BRICAS N. et MALÉZIEUX E., « Chapitre 11 : Faut-il doubler la production alimentaire pour nourrir le monde ? », in BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M. (sous la direction de), *Une écologie de l'alimentation*, Versailles, Éditions Quae, p. 167.

⁴⁸ Expression utilisée dans : « Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique », *Greniers d'Abondance*, 2022, Gap, Editions Yves Michel, 92p.

⁴⁹ Greniers d'abondance, op. cit., p. 57.

⁵⁰ YANG S., « Can organic crops compete with industrial agriculture », *Berkeley News*, 9 décembre 2014, [en ligne :] <https://news.berkeley.edu/2014/12/09/organic-conventional-farming-yield-gap>, consulté le 25 août 2023.

de commerce internationaux qui permettent aux multinationales (notamment de l'agroalimentaire) de toujours s'enrichir plus⁵¹ au détriment des deux extrêmes de la chaîne alimentaire : les paysans et les mangeurs.

Deuxièmement, afin de changer le curseur vers un système alimentaire plus durable, il convient de changer le paradigme de notre société en remettant l'économie à sa place, c'est-à-dire conditionnée à la satisfaction de nos besoins ; la croissance du PIB, des revenus ou des profits n'étant pas directement liée à nos besoins (et allant même souvent à leur encontre).⁵² Se nourrir et vivre en bonne santé, par contre, constituent des besoins essentiels desquels nous nous sommes éloignés en partie à cause de l'industrie, ses lobbys et de la publicité⁵³. Las de travailler, d'être rentables, nous en oublions l'essentiel.⁵⁴ De plus, lorsqu'au supermarché, le consommateur a l'impression de faire des choix, il ne se rend pas toujours compte que peu importe le produit choisi, l'argent ira dans la poche de mêmes actionnaires. Si nos régimes alimentaires doivent s'adapter : moins de viande, plus de légumineuses, plus de légumes, cela demandera un sérieux travail de sensibilisation⁵⁵, de prévention et d'adaptation. La réussite d'une transition des régimes alimentaires ne peut se faire brutalement et sans les mangeurs.⁵⁶

⁵¹ DARIER E., « Décroissance et souveraineté alimentaire. Convergence de valeurs, d'analyses et...de stratégies ? », *Polémos : Postcroissance, limites et écologie pour un monde ouvert et soutenable*, 26 juillet 2021, [en ligne :] <https://polemos-decroissance.org/darier-decroissance-et-souverainete-alimentaire>, consulté le 25 août 2023.

⁵² PARRIQUE T., interviewé par Reporterre : KEMPF H., in « La décroissance est incompatible avec le capitalisme », 25 avril 2023, [en ligne :] <https://reporterre.net/Timothee-Parrique-La-decroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme>, consulté le 25 août 2023.

⁵³ CHAPELOT D., « Manger mieux, mode d'emploi », *Hors-série Pour la science*, mai-juin 2021, n°11, pp. 16-24.

⁵⁴ BRICAS N. et WALSER M., « Chapitre 6 : L'évolution des habitudes alimentaires », in BRICAS N., CONARÉ D. et WASLER M. (sous la direction de), *Une écologie de l'alimentation*, Versailles, Éditions Quae, p. 98.

⁵⁵ PELLEFRIS A et PLIHON D., op. cit., p. 52.

⁵⁶ C'est ce qu'il s'est passé à Cuba lors de ce qu'ils appellent « el periodo especial » qui a suivi la chute du bloc soviétique et l'embargo étasunien qui ont conduit à l'isolement de l'île et à un sevrage rapide du pétrole et donc à une transition forcée de leur agriculture. Cependant, la production alimentaire a été contrainte de changer, mais malheureusement les habitudes alimentaires n'ont pas suivi et les cubains boudent toujours les fruits et légumes ce qui empêche de développer une agriculture diversifiée et résiliente, d'après SERVIGNE P. et ARAUD C., « La transition inachevée : Cuba et l'après-pétrole », *Barricade*, octobre 2012, [en ligne :] <https://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/transition-inachevee-cuba-apres-petrole>, consulté le 25 août 2023.

IV. Et si l'alimentation faisait partie de la sécurité sociale : une piste de solution prometteuse

Nous avons fait le choix d'aborder une seule piste de solution, non pas parce qu'elle est la meilleure ou l'unique voie possible pour résoudre les problèmes de notre système alimentaire, mais parce qu'elle a le mérite d'être novatrice et de proposer un système permettant à la fois d'améliorer la qualité de l'alimentation des mangeurs et la qualité de vie des producteurs.⁵⁷

La sécurité sociale de l'alimentation (SSA) part des constats que la malnutrition touche tout le monde, précaires et non-précaires et que l'accessibilité à une alimentation de qualité n'est pas assurée. S'ensuivent alors des problèmes de santé qui sont individuellement désolants, mais qui en plus, coûtent cher à la sécurité sociale. Vous l'aurez compris, mieux manger résoudrait de nombreux problèmes. De l'autre côté du curseur, se trouvent des producteurs qui peinent à subvenir à leurs besoins – notamment alimentaires – et un système alimentaire défaillant. La SSA est alors une piste de solution agissant à ces différents niveaux d'action.

L'idée générale serait de développer un huitième pilier à la sécurité sociale (constituée actuellement de sept piliers) afin que celle-ci prenne en charge en partie l'alimentation. La SSA, quant à elle, repose sur trois piliers : une cotisation proportionnelle aux revenus, une redistribution universelle et un conventionnement démocratique de produits alimentaires répondant à de nombreux critères sociaux et environnementaux (déterminés selon un processus démocratique).

Le premier et le second pilier de la SSA peuvent être facilement résumés par la phrase « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». ⁵⁸ Chaque citoyen belge cotiserait en fonction de ses revenus, mais recevrait exactement le même montant ce qui permettrait aux plus pauvres d'entre nous de pouvoir, peu importe leur situation financière, avoir accès à une nourriture de qualité. Pour ce qui est du montant, les estimations tournent actuel-

⁵⁷ Notre explication étant succincte, nous vous proposons dès lors de consulter le site du CréaSSA, le collectif – dont nous faisons partie – réfléchissant à l'implémentation de ce système en Belgique.

⁵⁸ CRÉASSA, « note de positionnement : pour une sécurité sociale de l'alimentation », Fian Belgium, mars 2023, [en ligne :] <https://www.fian.be/IMG/pdf/2305-fiches-ssa-4pages.pdf>, consulté le 25 août 2023.

lement autour des cent cinquante euros par personne, peut-être moins pour les enfants, mais cela devrait avant tout être progressif afin de faire évoluer la production alimentaire petit à petit, l'offre alimentaire de qualité qui pourrait prétendre intégrer la SSA étant actuellement insuffisante pour couvrir un surplus de demande. Le montant se veut avant tout être un complément au budget des ménages.

Le troisième pilier, le conventionnement, quant à lui, permet d'assurer à la fois la qualité des produits qui peuvent être achetés avec cette allocation et une évolution de notre système alimentaire vers un système plus durable. C'est comparable aux médicaments remboursés par la sécurité sociale et ceux qui ne le sont pas. Cependant, cela nécessite la création d'un organisme de conventionnement qui déciderait quel produit est conventionné et quel produit ne l'est pas. Un travail colossal sur le conventionnement démocratique est alors à prévoir.

Mais qui va payer l'addition ? Si l'on calque ce modèle sur la sécurité sociale de la santé, ce seront les citoyens, en cotisant un peu plus tous les mois. C'est d'ailleurs ce qui est envisagé pour le moment par le CréASSA – mais qui ne fait pas consensus –, une augmentation de 3 % des impôts pour une allocation de cinquante euros par personne. Idéalement, afin de distribuer cent cinquante euros aux adultes et septante-cinq euros aux enfants, il faut trouver vingt milliards ce qui correspond à une augmentation d'impôts de 10 %, ce qui est totalement infaisable et qui n'est même pas envisageable. D'autres pistes doivent bien entendu être investiguées : taxer les surprofits de l'agro-alimentaire et de toutes les multinationales, taxer la fortune, etc. mais le projet a le mérite d'exister et de s'améliorer petit à petit. D'ailleurs certains partis politiques commencent à s'y intéresser, preuve que le droit à l'alimentation ne laisse pas tout le monde indifférent.

La SSA permet de socialiser le passage à une consommation alimentaire durable. D'ailleurs un organe scientifique, le Science Advice for Policy by European Academies (SAPEA) qui conseille la Commission européenne sur les questions liées à la santé et à la durabilité, en a conclu plus ou moins la même chose : « *la manière dont nous produisons, distribuons et consommons les aliments doit changer, et cela ne peut être laissé entièrement au consumma-*

teur ». ⁵⁹ Ils proposent notamment de rendre la nourriture durable et saine plus accessible et de limiter la promotion de la nourriture qui ne l'est pas ⁶⁰, des mesures devant être prises par les États.

Conclusion

Aborder conjointement décroissance et droit à l'alimentation n'est finalement pas si absurde. L'ensemble des défaillances de notre système alimentaire actuel peut assez facilement être relié à cet impératif de croissance économique. On produit toujours plus, des produits de mauvaise qualité ne rémunérant pas correctement les producteurs et n'alimentant pas correctement les mangeurs. Le système alimentaire est malade. L'obésité et les maladies chroniques causées par la malbouffe s'étendent dangereusement et pourtant ces produits font toujours l'objet de publicité à gogo. Il est facile de culpabiliser le consommateur qui fait des « mauvais choix » de consommation, mais plus difficile d'entendre que certains n'ont pas le choix. De nombreux Belges ont recours à l'aide alimentaire car le droit à l'alimentation est un droit bafoué en Belgique. N'oublions pas que ce droit ne consiste pas uniquement à combler les estomacs vides, mais également à fournir de la nourriture de qualité ! Une solution mérite alors toute notre attention : la sécurité sociale de l'alimentation. Une idée selon laquelle chaque citoyen belge recevrait un montant à dépenser pour de l'alimentation de qualité, durable notamment. Nous sommes conscients que cette solution a de nombreuses limites et ne verra pas le jour dès demain. Cependant, modifier le système alimentaire belge semble être une nécessité que ce soit pour l'environnement, pour les producteurs, pour les mangeurs. C'est une question de santé publique !

Louise Vanhèse est conseillère en développement durable de formation ainsi que diplômée d'un master interuniversitaire en transitions et inno-

⁵⁹ D'après un résumé de l'étude « Consumers shouldn't be the only ones responsible for the shift to sustainable food consumption », 28 juin 2023, disponible sur le site de Sciensano : <https://www.sciensano.be/en/press-corner/consumers-shouldnt-be-only-ones-responsible-shift-sustainable-food-consumption>, consulté le 30 août 2023.

⁶⁰ « Towards sustainable food consumption », Science Advice for Policy by European Academies, (SAPEA), 28 juin 2023, [en ligne :] <https://sapea.info/topic/food-consumption>, consulté le 30 août 2023.

ventions sociales. Elle coordonne la thématique Consommation durable et est animatrice dans le Pôle Éducation permanente chez Citoyenneté & Participation.

VANHÈSE Louise, *Décroissance et droit à l'alimentation. L'équation (im)possible ?*, Bruxelles : CPCP, Analyse n° 485, 2024, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/dcroissance-alimentation>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Aborder conjointement la question de la décroissance et celle du droit à l'alimentation peut paraître absurde. Si la décroissance c'est produire moins, pourquoi l'envisager comme solution alors qu'en 2021, 10 % de la population mondiale, soit huit cent vingt-huit millions de personnes, souffraient de la faim dans le monde ? Oserions-nous alors poser la question inverse : la croissance économique permet-elle d'assurer le droit à l'alimentation à toutes et tous dans le monde et, plus particulièrement, en Belgique ? Si l'on considère les chiffres de la faim et ceux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) selon lesquels, près d'un tiers de la nourriture produite serait gaspillée, nous sommes plutôt sceptiques. Nous débiterons donc cette analyse par un état des lieux de la situation alimentaire belge : obésité, malnutrition et précarité alimentaire, dommages collatéraux de notre société capitaliste. Nous poursuivrons ensuite par un chapitre sur les liens entre croissance, décroissance et système alimentaire. Nous clôturerons par un zoom sur une piste de solution, la sécurité sociale de l'alimentation, un concept qui commence à faire du bruit au sein du milieu associatif et militant et qui consiste à créer une huitième branche à la sécurité sociale, l'alimentation, en vue de résoudre différents problèmes sociaux, économiques et environnementaux qui lui sont liés, principalement l'accessibilité à une alimentation de qualité pour toutes et tous, un droit encore loin d'être assuré dans notre pays.

Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50\6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/